

F. 92 — 670

**30 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif à l'organisation de la formation continuée et à la formation complémentaire des membres des personnels de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 24 décembre 1990 relatif à l'organisation de la formation continuée et à la formation complémentaire des membres des personnels de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 6 août 1991 portant délégation de compétences en matière de formation continuée et de formation complémentaire pour les membres des personnels de l'enseignement fondamental, de l'enseignement spécial et des centres psycho-médico-sociaux;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 décembre 1991;

Vu le protocole du 25 novembre 1991 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, sous-section « Communauté française », siégeant conjointement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 18 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu, en exécution du décret, de mettre en place avant le 1<sup>er</sup> janvier 1992 l'organisation des phases nécessaires de la formation continuée,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le décret du 24 décembre 1990 relatif à l'organisation de la formation continuée et à la formation complémentaire des membres des personnels de certains établissements d'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux est désigné ci-après par les termes « le décret ».

Par administration, on entend soit la direction générale de l'Enseignement préscolaire et primaire, soit la direction générale des Personnels, des Statuts et de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial, soit la direction générale de l'Organisation des Etudes, de l'Enseignement de Promotion sociale et des Bâtiments scolaires.

Par pouvoir organisateur d'enseignement, il faut comprendre l'autorité, la ou les personne(s) physique(s) ou morale(s) qui assure(nt) la responsabilité d'un établissement d'enseignement de la Communauté ou subventionné par elle. Les autorités responsables d'un établissement reconnu par la Communauté sont assimilées aux pouvoirs organisateurs mentionnés ci-dessus dans le cas où elles assurent des activités de formation pour adultes.

Par pouvoir organisateur de centres psycho-médico-sociaux, il faut comprendre l'autorité, la ou les personne(s) physique(s) ou morale(s) qui assure(nt) la responsabilité d'un centre de la Communauté ou subventionné par elle.

Pour l'application du présent arrêté les pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné peuvent se regrouper en A.S.B.L. ou intercommunale.

Les pouvoirs organisateurs des trois réseaux peuvent conclure des conventions avec des dispensateurs de formation.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** En ce qui concerne la formation continuée des personnels, les cadres généraux de référence prévus par le décret sont définis suivant les trois orientations ci-dessous :

— la connaissance scientifique ainsi que la maîtrise de la technique et de la pratique professionnelles selon les disciplines prévues aux divers programmes constamment adaptés selon les recherches et découvertes ou en fonction des besoins des établissements;

— la maîtrise d'une pédagogie et d'une méthodologie générales et spécifiques assurant une cohérence entre les finalités éducatives poursuivies et les moyens psycho-pédagogiques mis en œuvre pour les atteindre. Ceux-ci doivent tenir compte des exigences d'une société en perpétuelle évolution;

— la formation aux relations humaines sur base des observations et expériences personnelles vécues dans le cadre des nécessaires collaborations des partenaires au sein des communautés éducatives.

Ils comprennent l'énoncé des objectifs généraux poursuivis dans chacune des trois orientations.

§ 2. En ce qui concerne la formation complémentaire, les cadres généraux de référence propres à chaque réseau seront établis comme ci-dessus.

Un dispositif commun aux trois réseaux précisera les objectifs fondamentaux et les critères essentiels de contenu permettant d'assurer entre les réseaux l'homogénéité du niveau d'études et une cohérence de formation suffisante. Un arrêté distinct précise les modalités de fonctionnement propres à la formation complémentaire.

§ 3. Les cadres généraux de référence dans l'enseignement et les Centres psycho-médico-sociaux subventionnés sont soumis pour avis avant le 1<sup>er</sup> janvier à la commission compétente créée au § 4. Celle-ci dispose de deux mois pour rendre son avis. Cet avis est valable pour une période de trois ans.

§ 4. En exécution de l'article 7, 4<sup>e</sup> alinéa du décret, la commission prévue est divisée en trois sections. Une première pour l'enseignement fondamental subventionné, une seconde pour l'enseignement spécial subventionné, une troisième pour les centres psycho-médico-sociaux subventionnés.

Chaque section comprend cinq membres représentant l'enseignement ou les centres psycho-médico-sociaux officiel(s) subventionné(s) et cinq membres représentant l'enseignement ou les centres psycho-médico-sociaux libre(s) subventionné(s) présentés sur une liste double par les groupements représentatifs des pouvoirs organisateurs concernés et nommés par le Ministre compétent.

Chaque section est présidée par le responsable de l'inspection compétente. Elle décide à la majorité simple des membres présents. En cas de parité la voix du présent est prépondérante. Une note de minorité peut être déposée.

**Art. 3.** Dans l'enseignement de la Communauté, la formation continuée est assurée par l'inspection compétente.

Dans les centres psycho-médico-sociaux de la Communauté, la formation continuée est notamment assurée par le centre de formation des personnels techniques des centres psycho-médico-sociaux, sous le contrôle de l'inspection.

La direction générale de l'Organisation des Etudes, de l'Enseignement de Promotion sociale et des Bâtiments scolaires soumet au Ministre compétent, avant le 1<sup>er</sup> février, le cadre général de référence tel que prévu à l'article 2, § 1<sup>er</sup>.

Les activités collectives de formation doivent s'adresser à, au moins, dix membres du personnel sauf dérogation accordée par le Ministre. Cette mesure ne s'applique pas à l'enseignement spécial et aux centres psycho-médico-sociaux.

**Art. 4.** Dans l'enseignement subventionné et dans les centres psycho-médico-sociaux subventionnés, les projets de formation à introduire en application de l'article 7, 2<sup>o</sup> alinéa du décret sont rédigés sous la forme d'une fiche par projet reprenant :

- les objectifs communs;
- la synthèse du contenu du programme;
- la qualification attendue du ou des formateur(s);
- une brève description du ou des public(s) au(x)quel(s) ils s'adressent;
- la durée maximale cumulée des activités;
- le coût estimé.

Le modèle de cette fiche sera communiqué par circulaire ministérielle.

Les projets de formation seront introduits avant le 1<sup>er</sup> avril auprès de l'administration concernée.

Celle-ci s'assure que le dossier est complet et conforme et le transmet à la commission compétente créée par l'article 2, § 4 qui dispose pour rendre son avis d'un délai d'un mois à partir de la réception. Chaque administration présente les projets pour approbation, avant le 1<sup>er</sup> juin au Ministre compétent.

Leur dossier comprend les éléments nécessaires à l'exécution de l'article 7 du décret.

**Art. 5.** Dans l'enseignement subventionné et les centres psycho-médico-sociaux subventionnés, les services d'inspection sont chargés de l'évaluation de la formation continuée ou complémentaire.

Les services d'inspection et les services de vérification, chacun pour ce qui les concerne, s'assurent dans la réalisation des activités collectives que :

- elles sont bien reprises dans le cadre général de référence approuvé;
- un niveau suffisant de formation est atteint, notamment en ce qui concerne l'intérêt des formés et leur degré de participation;
- l'organisation matérielle répond aux nécessités pédagogiques;
- sauf dérogation accordée par le Ministre, la norme de dix membres de personnel subsidiaire est respectée dans l'enseignement fondamental ordinaire.

De plus, ils assurent le contrôle de :

- la participation;
- l'utilisation des crédits alloués.

Les administrations compétentes coordonnent les activités des divers services.

**Art. 6.** Les fonctionnaires des administrations concernées par le présent arrêté reçoivent en matière de subventionnement des activités de formation les mêmes délégations que celles dont ils disposent en matière de subventionnement des établissements ou sections d'établissement.

Sur présentation d'un dossier agréé par l'administration, un versement d'une avance égale à 50 % du total de la subvention a lieu.

Le versement du solde est subordonné à un rapport favorable de l'inspection concernant la réalisation de la formation proposée.

Ce rapport devra être rentré au plus tard dans le courant du mois qui suit la fin de la formation concernée.

En l'absence de rapport portant sur ladite formation ou en cas de dépassement du délai prévu à l'alinéa précédent, l'avis de l'inspection est réputé favorable.

Les subventions sont liquidées au plus tard en fin d'année civile.

**Art. 7.** Pour l'exécution de l'article 11 du décret, les pouvoirs organisateurs mettront à la disposition des instances concernées les informations requises.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1992.

**Art. 9.** Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 décembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

## VERTALING

N. 92 — 670

**30 DECEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 december 1990 betreffende de voortgezette opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het besluit van de Executieve van 6 augustus 1991 houdende delegatie van de bevoegdheden inzake de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 18 december 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 30 december 1991;

Gelet op het protocol van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, onderafdeling « Franse Gemeenschap »;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het ter uitvoering van het decreet noodzakelijk is, vóór 1 januari 1992 de vereiste fasen van de voortgezette opleiding te organiseren,

Besluit :

**Art. 1.** Het decreet van 24 december 1990 betreffende de voortgezette opleiding en de aanvullende opleiding voor leden van het personeel van sommige onderwijsinrichtingen en de psycho-medisch-sociale centra wordt hierna « het decreet » genoemd.

Onder bestuur dient te worden verstaan het Algemeen Bestuur voorschools en lager onderwijs, het Algemeen Bestuur Personeel, statuten en administratieve organisatie en Buitengewoon Onderwijs, of het Algemeen Bestuur Organisatie van de studies, Onderwijs voor sociale promotie en Schóolgebouwen.

Onder inrichtende macht dient te worden verstaan de overheid, de natuurlijke of rechtspersoon of -personen, verantwoordelijk voor een onderwijsinstelling van de Gemeenschap of voor een door haar gesubsidieerde instelling. De overheid die verantwoordelijk is voor een door de Gemeenschap erkende instelling wordt gelijkgesteld met de voormelde inrichtende macht, indien ze opleidingen voor volwassenen inricht.

Onder inrichtende macht van de psycho-medisch-sociale centra dient te worden verstaan de overheid, de natuurlijke of rechtspersoon of -personen, verantwoordelijk voor een centrum van de Gemeenschap of een door de Gemeenschap gesubsidieerd centrum.

Voor de toepassing van dit besluit kunnen de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs zich verenigen in een intercommunale of een V.Z.W.

De inrichtende machten van de drie netten kunnen overeenkomsten sluiten met personen die opleidingen verstrekken.

**Art. 2 § 1.** Voor de voortgezette opleiding van het personeel moeten de algemene referentiekaders, bepaald door het decreet, worden gedefinieerd volgens drie oriëntaties :

— de wetenschappelijke kennis en de beheersing van de techniek en de beroepspraktijk, gericht op de verschillende disciplines van de studieprogramma's en steeds aangepast aan het onderzoek en de nieuwe ontdekkingen of in functie van de behoeften van de instellingen;

— de beheersing van de algemene en specifieke pedagogiek en methodiek die de coherentie moet waarborgen tussen de studiefinaliteiten en de psycho-pedagogische middelen die gebruikt worden om ze te bereiken. Hierbij moet rekening worden gehouden met de behoeften van een steeds evoluerende maatschappij;

— de opleiding inzake menselijke relaties op basis van de vaststellingen en persoonlijke ervaringen opgedaan tijdens de noodzakelijke samenwerking van de partners in de onderwijsgemeenschap. Ze omvatten de algemene doelstellingen die in elk van de drie oriëntaties worden nagestreefd.

§ 2. Voor de aanvullende opleidingen worden de algemene referentiekaders, die eigen zijn aan elk onderwijsnet, bepaald als volgt :

in een voor de drie netten gezamenlijk opzet worden de basisdoelstellingen en de voornaamste criteria inzake inhoud bepaald om tot een homogeen studieniveau en een voldoende coherente opleiding te komen.

De specifieke werkingsmodaliteiten van de aanvullende opleidingen zullen in een ander besluit worden bepaald.

§ 3. De algemene referentiekaders in het onderwijs en in de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra worden vóór 1 februari aan de in § 4 opgerichte bevoegde commissie voor advies voorgelegd.

Het advies dient binnen de twee maanden te worden verstrekt.

Het geldt voor een periode van drie jaar.

§ 4. Ter uitvoering van artikel 7, vierde lid van het decreet wordt de bedoelde commissie in drie afdelingen onderverdeeld : de eerste afdeling voor het gesubsidieerd basisonderwijs, de tweede afdeling voor het gesubsidieerd buitengewoon onderwijs, de derde afdeling voor de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra.

Iedere afdeling bestaat uit vijf leden die het officieel gesubsidieerd onderwijs en de officiële gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra vertegenwoordigen, en vijf leden die het vrij gesubsidieerd onderwijs en de vrije gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra vertegenwoordigen, door de representatieve organisaties van de bevoegde minister benoemd.

Iedere afdeling wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van de bevoegde inspectie. De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Een minderheidsnota kan worden voorgelegd.

**Art. 3.** In het onderwijs van de Gemeenschap staat de bevoegde inspectie in voor de voortgezette opleiding.

In de psycho-medisch-sociale centra van de Gemeenschap is het centrum voor opleiding van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra belast met de voortgezette opleiding, onder controle van de inspectie.

Het Algemeene Bestuur Organisatie van het Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Schoolgebouwen legt vóór 1 februari het algemeen referentiekader bedoeld in artikel 2, § 1, aan de bevoegde minister voor.

De gemeenschappelijke opleidingsactiviteiten moeten ten minste door tien personeelsleden worden gevolgd, behalve indien de minister een afwijking toestaat.

Dit geldt niet voor het buitengewoon onderwijs en voor de psycho-medisch-sociale centra.

**Art. 4.** In het gesubsidieerd onderwijs en in de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra moet voor de opleidingsprojecten die bij toepassing van artikel 7, tweede lid, van het decreet moeten worden voorgelegd, één steekkaart per project worden opgesteld met :

- de algemene doelstellingen;
- de synthese van de inhoud van het programma;
- de kwalificatie van de persoon/personen die de opleiding verstrekt/verstrekken;
- een korte beschrijving van de beoogde doelgroep;
- de maximale duur van de activiteit;
- de geraamde kostprijs.

Het model van steekkaart wordt bij ministeriële omzendbrief meegedeeld.

De opleidingsprojecten dienen vóór 1 april te worden ingediend bij het bevoegde bestuur, dat nagaat of het dossier volledig en conform is. Daarna wordt het dossier overgezonden aan de commissie bedoeld in artikel 2, § 4, die binnen de maand na ontvangst een advies moet verstrekken. Elk bestuur legt de projecten vóór 1 juni ter goedkeuring aan de Minister voor.

Het dossier omvat de vereiste gegevens voor de uitvoering van artikel 7 van het decreet.

**Art. 5.** In het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra zijn de inspectiediensten belast met de evaluatie van de voortgezette of de aanvullende opleiding.

De inspectiediensten en de verificatiediensten moeten bij de uitvoering van de gemeenschappelijke opleidingen nagaan of :

- ze passen in het goedgekeurd algemeen referentiekader;
- een voldoende opleidingsniveau wordt bereikt, in het bijzonder wat betreft de belangstelling van de personen die de opleiding volgen en de graad van deelneming;
- de materiële organisatie beantwoordt aan de pedagogische behoeften;
- behoudens bij afwijking toegestaan door de minister, de norm van tien gesubsidieerde personeelsleden in het gewoon basisonderwijs wordt toegepast.

Bovendien controleren ze :

- de deelneming;
- de aanwending van de toegestane kredieten.

De bevoegde besturen coördineren de activiteiten van de verschillende diensten.

**Art. 6.** Aan de ambtenaren van de besturen waarop dit besluit betrekking heeft, worden, inzake delegatie van bevoegdheden, dezelfde rechten toegekend wat de subsidiëring van activiteiten betreft als voor de subsidiëring van de onderwijsinstellingen of afdelingen van instellingen.

Op voorlegging van een door het bestuur goedgekeurd dossier, wordt een voorschot gelijk aan 50 % van de totale toelage gestort.

Het saldo wordt gestort nadat de inspectie een gunstig verslag heeft opgemaakt over de uitvoering van de voorgestelde opleiding.

Dit verslag dient ten laatste tijdens de maand volgend op het einde van de bedoelde opleiding te worden voorgelegd.

Indien het verslag over bedoelde opleiding niet of niet tijdig wordt voorgelegd, wordt het verslag van de inspectie gunstig geacht.

De toelagen worden ten laatste op het einde van het kalenderjaar vereffend.

**Art. 7.** Voor de uitvoering van artikel 11 van het decreet zullen de inrichtende machten aan de betrokken instanties alle vereiste inlichtingen verstrekken.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

**Art. 9.** De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE